

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 30 ΙΟΥΝΙΟΥ 1992	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 104

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΑΡΙΘ. 2054

Κύρωση διεθνούς συμβάσεως: Περί της προστασίας των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών, των παραγωγών φωνογραφημάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης που έγινε στη Ρώμη στις 26 Οκτωβρίου 1961.

**Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ**

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, η Διεθνής Σύμβαση περί της προστασίας των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών, των παραγωγών φωνογραφημάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης που έγινε στη Ρώμη στις 26 Οκτωβρίου 1961, και που το κείμενό της, στο γαλλικό πρωτότυπο και στην ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο:

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA PRODUCTION DES ARTISTES INTERPRETES OU EXECUTANTS, DES PRODUCTEURS DE PHONOGRAMMES ET DES ORGANISMES DE RADIODIFFUSION

Les Etats contractants, animés du désir de protéger les droits des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

La protection prévue par la présente Convention laisse intacte et n'affecte en aucune façon la protection du droit d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques. En conséquence, aucune disposition de la présente Convention ne pourra être interprétée comme portant atteinte à cette protection.

Article 2

1. Aux fins de la présente Convention, on entend, par traitement national, le traitement que l'Etat contractant sur le territoire duquel la protection est demandée accorde, en vertu de sa législation nationale:

a) aux artistes interprètes ou exécutants, qui sont ses ressortissants, pour les exécutions qui ont lieu, son fixées pour la première fois, ou sont radiodiffusées, sur son territoire;

b) aux producteurs de phonogrammes qui sont ses ressortissants, pour les phonogrammes qui sont, pour la première fois, publiés ou fixés sur son territoire;

c) aux organismes de radiodiffusion ayant leur siège social sur son territoire, pour les émissions radiodiffusées par des émetteurs situés sur ce territoire.

2. Le traitement national sera accordé, compte tenu de la protection expressément garantie et des limitations expressément prévues dans la présente Convention.

Article 3

Aux fins de la présente Convention, on entend par:

a) "artistes interprètes ou exécutants", les acteurs, chanteurs, musiciens, danseurs et autres personnes qui représentent, chantent, récitent, déclament, jouent ou exécutent de toute autre manière des oeuvres littéraires ou artistiques;

b) "phonogramme", toute fixation exclusivement sonore des sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;

c) "producteur de phonogrammes", la personne physique ou morale qui, la première, fixe les sons provenant d'une exécution ou d'autres sons;

d) "publication", la mise à la disposition du public d'exemplaires d'un phonogramme en quantité suffisante;

e) "reproduction", la réalisation d'un exemplaire ou de plusieurs exemplaires d'une fixation;

f) "émission de radiodiffusion", la diffusion de sons ou d'images et de sons par le moyen des ondes radioélectriques, aux fins de réception par le public;

g) "réémission", l'émission simultanée par un organisme de radiodiffusion d'une émission d'un autre organisme de radiodiffusion.

Article 4

Chaque Etat contractant accordera le traitement national aux artistes interprètes ou exécutants toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouvera remplie:

a) l'exécution a lieu dans un autre Etat contractant;

b) l'exécution est enregistrée sur un phonogramme protégé en vertu de l'article 5 ci-dessous;

c) l'exécution non fixée sur phonogramme est diffusée par une émission protégée en vertu de l'article 6.

Article 5

1. Chaque Etat contractant accordera le traitement national aux producteurs de phonogrammes toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouvera remplie:

a) le producteur de phonogrammes est le ressortissant d'un autre Etat contractant (critère de la nationalité);

b) la première fixation du son a été réalisée dans un autre Etat contractant (critère de la fixation).

c) le phonogramme a été publié pour la première fois dans un autre Etat contractant (critère de la publication).

2. Lorsque la première publication a eu lieu dans un Etat non contractant mais que le phonogramme a également été publié, dans les trente jours suivant la première publication, dans un Etat contractant (publication simultanée), ce phonogramme sera considéré

comme ayant été publié pour la première fois dans l'Etat contractant.

3. Tout Etat contractant peut, par une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer qui'il n'appliquera pas, soit le critère de la publication, soit le critère de la fixatoin. Cette notification peut être déposée au moment de la ratification, de l' acceptation ou de l'adhésion, ou à tout autre moment; dans ce dernier cas, elle ne prendra effet que six mois après son dépôt.

Article 6

1. Chaque Etat contractant accordera le traitement national aux organismes de radiodiffusion toutes les fois que l'une des conditions suivantes se trouvera remplie:

a) le siège social de l'organisme de radiodiffusion est situé dans un autre Etat contractant;

b) l'émission a été diffusée par un émetteur situé sur le territoire d'un autre Etat contractant;

2. Tout Etat contactant peut, par une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, déclarer qu'il n'accordera de protection à des émissions que si le siège social de l'organisme de radiodiffusion est situé dans un autre Etat contractant et si l'émission a été diffusée par un émetteur situé sur le territoire du même Etat contractant. Cette notification peut être faite au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou à tout autre moment; dans ce dernier cas, elle ne prendra effet que six mois après son dépôt.

Article 7

1. La protection prévue par la présente Convention en faveur des artistes interprètes ou exécutants devra permettre de mettre obstacle:

a) à la radiodiffusion et à la communication au public de leur exécution sans leur consentement, sauf lorsque l'exécution utilisée pour la radiodiffusion ou la communication au public est elle-même dejà une exécution radiodiffusée ou est faite à partir d'une fixation;

b) à la fixation sans leur consentement sur un support matériel de leur exécution non fixée;

c) à la reproduction sans leur consentement d'une fixation de leur exécution:

(i) lorsque la première fixation a elle-même été faite sans leur consentement;

(ii) lorsque la reproduction est faite à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont donné leur consentement;

(iii) lorsque la première fixation a été faite en vertu des dispositions de l'article 15 et a été reproduite à des fins autres que celles visées par ces dispositions.

2. (1) Il appartient à la législation nationale de l'Etat contractant sur le territoire duquel la protection est demandée de pourvoir à la protection contre la réémission, la fixation aux fins de radiodiffusion et la reproduction d'une telle fixation aux fins de radiodiffusion, lorsque l'artiste interprète ou exécutant a consenti à la radiodiffusion.

(2) Les modalités d'utillisation par les orgtanismes de radiodiffusion des fixations faites aux fins d'émissions radiodiffusées seront réglées selon la législation nationale de l'Etat contractant sur le territoire duquel la protection est demandée.

(3) Toutefois, la législation nationale, dans les cas visés aux alinéas (1) et (2) du présent paragraphe, ne saurait avoir pour effet de priver les artistes interprètes ou exécutants de la capacité de régler, par voie contracteulle, leurs relations avec les organismes de radiodiffusion.

Article 8

Tout Etat contractant peut, par sa législation nationale, déterminer les modalités suivant lesquelles les artistes interpètes ou exécutants seront représentés, en ce qui concerne l'exercise de leurs droits, lorsque plusieurs d'entre eux participent à une même exécution.

Article 9

Tout Etat contractant peut, par sa législation nationale, étendre la protection prévue par la présente Convention à des artistes qui n'exécutent pas des oeuvres littéraires ou artistiques.

Article 10

Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes.

Article 11

Lorsqu'un Etat contractant exige, en vertu de sa législation nationale, l'accomplissement de formalités, à titre de condition de la protection, en matière de phonogrammes, des droits soit des producteurs de phonogrammes, soit des artistes interprètes ou exécutants, soit des uns et des autres, ces exigences seront considérées comme satisfaites si tous les exemplaires dans les commerce du phonogramme publié, ou l'étui le contenant, portent une mention constituée par le symbole P accompagné de l'indication de l'année de la première publication, apposée d'une manière montrant de façon nette que la protection est réservée. De plus, si les exemplaires ou leur étui ne permettent pas d'identifier le producteur du phonogramme ou le titulaire de la licence concédée par le producteur (au moyen du nom, de la marque ou de toute autre désignation appropriée), la mention devra comprendre également le nom du titulaire des droits du producteur du phonogramme. Enfin, si les exemplaires ou leur étui ne permettent pas d'identifier les principaux interprètes ou exécutants, la mention devra comprendre également le nom de la personne qui, dans le pays où la fixation a eu lieu, détient les droits de ces artistes.

Article 12

Lorsqu'un phonogramme publié à des fins de commerce, ou une reproduction de ce phonogramme, est utilisé directement pour la radiodiffusion ou pour une communication quelconque au public, une rémunération équitable et unique sera versée par l'utilisateur aux artistes interprètes ou exécutants, ou aux producteurs de phonogrammes ou aux deux. La législation nationale peut, faute d'accord entre ces divers intéressés, déterminer les conditions de la répartition de cette rémunération.

Article 13

Les organismes de radiodiffusion jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire:

a) la réémission de leurs émissions;

b) la fixaton sur un support matériel de leurs émissions;

c) la reproduction:

(i) des fixations, faites sans leur consentement, de leurs émissions;

(ii) des fixations, faites en vertu des dispositions de l'article 15, de leurs émissions et reproduites à des fins autres que celles visées par lesdites dispositions;

d) la communication au public de leurs émissions de télévision, lorsqu'elle est faite dans des lieux accessibles au public moyennant paiement d'un droit d'entrée; il appartient à la legislation nationale du pays où la protection de ce droit est demendée de déterminer les conditions d'exercise dudit droit.

Article 14

La durée de la protection à accorder en vertu de la présente Conventin ne pourra pas être inférieure à une période de vingt années à compter de:

a) la fin de l'année de la fixation, pour les phonogrammes et les exécutions fixées sur ceux-ci;

b) la fin de l' année où l'exécution a eu lieu, pour les exécutions qui ne sont pas fixées sur phonogrammes;

c) la fin de l'année où l'émission a eu lieu, pour les émissions de radiodiffusion.

Article 15

1. Tout Etat contractant a la faculté de prévoir dans sa législation nationale des exceptions à la protection garantie par la présente Convention dans les cas suivants:

a) lorsqu'il s'agit d'une utilisation privée;

b) lorsqu'il y a utilisation de courts fragments à l'occasion du compte rendu d'un événement d'actualité;

c) lorsqq'il y a fixation éphémère par un organisme de radiodiffusion par ses propres moyens et pour ses propres émissions;

d) lorsqu'il y a utilisation uniquement à des fins d'enseignement ou de recherche scientifique.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus, tout Etat contractant a la faculté de prévoir dans sa législation nationale, en ce qui concerne la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, des limitations de même nature que celles qui sont prévues dans cette législation en ce qui concerne la protection du droit d'auteur sur les oeuvres littéraires et artistiques. Toutefois, des licences obligatoires ne peuvent être instituées que dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions de la présente Convetion.

Article 16

1. En devenant partie à la presente Convention, tout Etat accepte toutes les obligations et est admis à tous les avantages qu'elle prévoit. Toutefois, un Etat pourra à tout moment spécifier, dans une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Ogfanisation des Nations Unies:

a) en ce qui concerne l'article 12:

(i) qu'il n'appliquera aucune des dispositions de cet article;

(ii) qu'il n'appliquera pas les dispositions de cet article en ce qui concerne certaines utilisations;

(iii) qu'il n'appliquera pas les dispositions de cet article en ce qui conserne les phonogrammes dont le producteur n'est ressortissant d'un Etat cntractant;

(iv) qu'en ce qui concerne les phonogrammes dont le producteur est ressortissant d'un autre Etat contractant, il limitera l'étendue et la durée de la protection prévue à cet article, à celles de la protection que ce dernier Etat contractant accorde aux phonogrammes fixés pour la première fois par le ressortissant de l'Etat auteur de la déclaration; toutefois, lorsque l'Etat contractant dont le producteur est un ressortissant n'accorde pas la protection au même bénéficiaire ou aux mêmes bénéficiaires que l'Etat contractant auteur de la déclaration, ce fait ne sera pas considéré comme constituant une différence quant à l'étendue de la protection;

b) en ce qui concerne l'article 13, qu'il n'appliquera pas les dispositions de l'alinéa d) de cet article; si un Etat contractant fait une telle déclaration, les autres Etats contractants ne seront pas tenus d'accorder le droit prévu à alinéa d) de l'article 13 aux organismes de radiodiffusion ayant leur siège social sur le territoire de cet Etat.

2. Si la notification visée au paragraphe 1 du présent article est déposée à une date postérieure à celle du dépôt de l'inistrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, elle ne prendra effet que six mois après son dépôt.

Article 17

Tout Etat dont la législation nationale, en vigueur au 26 octobre 1961, accorde aux producteurs de phonogrammes une protection établie en fonction du seul critère de la fixation pourra, par une notification déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en mêmes temps que son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il n'appliquera que ce critère de la fixation aux fins de l'article 5, et ce même critère de la fixation au lieu du critère de la nationalité du producteur aux fins du paragraphe 1, alinéa a), (iii) et (iv), de l'article 16.

Article 18

Tout Etât qui a fait l'une des déclarations prévues à l'article 5, paragraphe 3 à l'article 6, paragraphe 2, à l'article 16, paragraphe 1 ou à l'article 17 peut, par une nouvelle notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en réduire la portée ou la retirer.

Article 19

Nonobstant toutes autres dispositions de la présente Convention, l'article 7 cessera d'être applicable dès qu'un artiste interprète ou exécutant aura donné son consentement à l'inclusion de son exécution dans une fixation d'images ou d'images et de sons.

Article 20

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits acquis dans l'un quelconque des Etats contractants antérieurement à la date de l'entrée en vigueur pour cet Etat de la Convention.

2. Aucun Etat contractant ne sera tenu d'appliquer les dispositions de la présente Convetion à des exécutions, ou à des émissions de radiodiffusion ayant eu lieu, ou à des phonogrammes enregistrés, antérieurement à la date de l'entrée en vigueur pour cet Etat de la Convetion.

Article 21

La protection prévue par la présente Convention ne saurait porter atteinte à celle dont pourraient bénéficier autrement les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes et les organismes de radiodiffusion.

Article 22

Les Etats contractants se réservent le droit de prendre entre eux des arrangements particuliers, en tant que ces arrangements conféreraient aux artistes interprètes ou exécutants, aux producteurs de phonogrammes ou aux organismes de radiodiffusion des droits plus étendus que ceux accordés par la présente Convention ou qu'ils renfermeraient d'autres dispositions non contraires à celle-ci.

Article 23

La présente Convention sera déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Elle est ouverte, jusqu'à la date du 30 juin 1962, à la signature des Etats invités à la Conférence diplomatique sur la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, qui sont parties à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membres de l'Union internationale pour la protection des oevres littéraires et artistiques.

Article 24

1. La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires.

2. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion des Etats invités à la Conférence désignée à l'article 23, ainsi qu'à l'adhésion de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, à conditiuon que l'Etat adhérant soit partie à la Convention universelle sur le droit d'auteur ou membre de l'Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

3. La ratification, l'acceptation ou l'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 25

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

2. Par la suite, la Convention entrera en vigueur, pour chaque Etat, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

Article 26

1. Tout Etat contractant s'engage à prendre, conformément aux dispositions de sa constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de la présente Convention.

2. Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, tout Etat doit être en mesure, conformément à sa égislation nationale, d'appliquer les dispositions de la présente Convention.

Article 27

1. Tout Etat pourra, au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, ou à tout moment ultérieur, déclarer par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que la présente Convention s' étendra à ' ensemble ou à l' un quelconque des territoires dont il assure les relations internationales, à condition que la Convention universelle sur le droit d' auteur ou la Convention internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques soit applicable aux territoires dont il s' agit. Cette notification prendra effer trois mois après la date de sa réception.

2. Les déclarations et notifications visées à l' article 5, paragraphe

3, à l' article 6, paragraphe 2, à l' article 16, paragraphe 1, à l' article 17 ou à l' article 18, peuvent être étendues à l' ensemble ou à l' un quelconque des territoires visés au paragraphe qui précède.

Article 28

1. Tout Etat contractant aura la faculté de dénoncer la présente Convention, soit en son nom propre, soit au nom de l' un quelconque ou de l' ensemble des territoires visés à l' article 27.

2. La dénonciation sera faite par une notification adressée au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies et prendra effet douze mois après la date à laquelle la notification aura été reçue.

3. La faculté de dénonciation prévue au présent article ne pourra être exercée par un Etat contractant avant l' expiration d' unes période de cinq ans à compter de la date à partir de laquelle la Convention est entrée en vigueur à l' égard dudit Etat.

4. Tout Etat contractant cesse d' être partie à la présente Convention dès le moment où il ne serait plus ni partie à la Convention universelle sur le droit d' auteur ni membre de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

5. La présente Convention cesse d' être applicable à tout territoire visé à l' article 27, dès le moment où ni la Convention universelle sur le droit d' auteur ni la Convention internationale pour la protection des oeuvres littéraires e artistiques ne s' appliquerait plus à ce territoire.

Article 29

1. Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant cinq ans, tout Etat contractant pourra, par une notification adressée au Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies, demander la convocation d' une conférence à l' effet de reviser la Convention. Le Secrétaire général notifiera cette demande à tous les Etats contractants. Si, dans un délai de six mois à dater de la notification adressée par le Secrétaire génerral de l' Organisation des Nations Unies, la moitié au moins des Etats contractants lui signifient leur assentiment à cette demande, le Secrétaire général en informera le Directeur général du Bureau indernational du Travail, le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture et le Directeur du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, qui convoqueront une conférence de revision en collaboration avec le Comité intergouvernemental prévu à l' article 32.

2. Toute revision de la présente Convention devra être adoptée à la majorité des deux tiers des Etats présentes à la Conférence de revision à condition que cette majorité comprenne les deux tiers des Etats qui, à la date de la Conférence de revision, sont parties à la Convention.

3. Au cas où une nouvelle Convention portant revision totale ou partielle de la présente Convention serait adoptée, et à moins que la nouvelle Convention ne dispose autrement:

a) La présente Convention cessera d' être ouverte à la ratification, à l' acceptation ou à l' adhésion à partir de la date d' entrée en vigueur de la nouvelle Convention portant revision;

b) La présente Convention demeurera en vigueur en ce qui concerne les rapports avec les Etat contractants qui ne deviendront pas parties à la nouvelle Convention.

Article 30

Tout différend entre deux ou plusieurs Etats contractants concernant l' interprétation ou l' application de la présente Convention, qui ne sera pas réglé par voie de négociation, sera, à la requête de l' une des parties au différend, porté devant la Cour internationale de justice pour qu' il soit statué par celle-ci, à moins que les Etats en cause ne conviennent d' un autre mode de règlement.

Article 31

Sans préjudice des dispositions de l' article 5, paragraphe 3, de l' article 6, paragraphe 2, de l' article 16, paragraphe 1, et de l' article 17, aucune réserve n' est admise à la présente Convention.

Article 32

1. Il est institué un Comité intergouvernemental ayant pour mission:

a) d' examiner les questions relatives à l' application et au fonctionnement de la présent Convention;

b) de réunir les propositions et de préparer la documentation concernant d' éventuelles révisions de la Convention.

2. Le Comité se composera de représentants des Etat contractants, choisis en tenant compte d' une répartition géographique équitable. Le nombre des membres du Comité sera de six si celui des Etats contractants est inférieur ou égal à douze, de neuf si le membre des Etats contractants est inférieur ou égal à douze, de neuf si le nombre des Etats contractants est de treize à dix-huit, et de douze si le nombre des Etats contractants dépasse dix-huit.

3. Le Comité sera constitué douze mois après l' entrée en vigueur de la Convention, à la suite d' un scrutin organisé entre les Etats contractants - lesquels disposeront chacun d' une voix par le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' education, la science et la culture, et le Directeur du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, conformément à des règles qui auront été approuvées au préalable par la majorité absolue des Etats contractants.

4. Le Comité élira son président et son bureau. Il établira un règlement intérieur portant en particulier sur son fonctionnement futur et sur son mode de renouvellement; ce règlement devra notamment assurer un roulement entre des divers Etats contractants.

5. Le secrétariat du Comité sera composé de fonctionnaires du Bureau international du Travail, de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, et du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques désignés respectivement par les Directeurs généraux et le Directeur des trois institutions intérressées.

6. Les réunions du Comité, qui sera convoqué chaque fois que la majorité de ses membres le jugera utile, se tiendront successivement aux sièges respectifs du Bureau international du Travail, de l'Organisation des Nations Unies pour l' education, la science et la culture, et du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraites et artistiques.

7. Les frais des membres du Comité seront à la charge de leurs gouvernements respectifs.

Article 33

1. La précente Convention est établie en français, en anglais et en espagnol, ces trois textes faisant également foi.

2. Il sera, d' autre part, établi des textes officiels de la présente Convention en allemand, en italien et en portugais.

Article 34

1. Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies informera les Etats invités à la Conférence désignée à l' article 23 et tout Etat membre de l' Organisation des Nations Unies, ainsi que le Directeur général du Bureau international du Travail, le Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, et le Directeur du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques:

a) du dépot de tout instrument de ratification, d' acceptation ou d' adhésion;

b) de la date d' entrée en vigueur de la Convention;

c) des notifications, déclarations et toutes autres communications prévues à la présente Convention;

d) de tout cas où se produirait l' une des situations envisagées aux paragraphes 4 et 5 de l' article 28.

2. Le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies informera également le Directeur général du Bureau international du Travail, de Directeur général de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture et le Directeur du Bureau de l' Union internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques des demandes qui lui seront notifiées, aux termes de l' article 29, ainsi que de toute communication reçue des Etats contractants au sujet de la revision de la présente Convention.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Rome, le 26 octobre 1961, en un suel exemplaire en français, en anglais et en espagnol. Des copies certifées conformes seront remises par le Secrétaire général de l' Organisation des Nations Unies à tous les Etats invités à la Conférence désignée à l' article 23 et à tout Etat membre de l' Organisation des Nations Unies, ainsi qu' au Directeur général du Bureau international du Travail, au Directeur général

de l' Organisation des Nations Unies pour l' éducation, la science et la culture, et au Directeur du Bureau de l' Union Internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΕΡΜΗΝΕΥΤΩΝ Ή ΕΚΤΕΛΕΣΤΩΝ ΚΑΛΛΙΤΕΧΝΩΝ, ΤΩΝ ΠΑΡΑΓΩΓΩΝ ΦΩΝΟΓΡΑΦΗΜΑΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΟΡΓΑΝΙΣΜΩΝ ΡΑΔΙΟΤΗΛΕΟΡΑΣΗΣ (ΡΩΜΗ, 26 ΟΚΤΒΡΙΟΥ 1961)

Τα συμβαλλόμενα κράτη εμφορούμενα από την επιθυμία να προστατεύσουν τα δικαιώματα των εμρηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών, των παραγωγών των φωνογραφημάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης συνεφώνησαν τα ακόλουθα:

Άρθρο 1

Η προστασία που προβλέπεται από την παρούσα Σύμβαση αφήνει ακέραιη και δεν επηρεάζει κατά κανένα τρόπο την προστασία της πνευματικής ιδιοκτησίας στα φιλολογικά και καλλιτεχνικά έργα. Επομένως καμία διάταξη της παρούσας Σύμβασης δεν μπορεί να ερμηνευθεί κατά τρόπο που θίγει την προστασία αυτή.

Άρθρο 2

1. Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, εθνική μεταχείριση σημαίνει τη μεταχείριση που παρέχει η εσωτερική νομοθεσία του συμβαλλόμενου Κράτους στο έδαφος του οποίου ζητείται η προστασία:

α) στους ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες που είναι υπήκοοί του για τις εκτελέσεις που γίνονται, εγγράφονται για πρώτη φορά ή μεταδίδονται ραδιοτηλεοπτικά στο έδαφός του

β) στους παραγωγούς φωνογραφημάτων, που είναι υπήκοοί του για τα φωνογραφήματα τα οποία για πρώτη φορά δημοσιεύονται ή εγγράφονται στο έδαφός του

γ) στους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης που έχουν την έδρα τους στο έδαφός του για τις ραδιοτηλεοπτικές εκπομπές από πομπούς εγκατεστημένους στο έδαφος αυτό.

2. Η εθνική μεταχείριση θα παρέχεται λαμβανομένων υπόψη της προστασίας που ρητώς εγγυάται και των περιορισμών που ρητώς προβλέπει η παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 3

Για τους σκοπούς της παρούσας Σύμβασης, νοούνται ως:

α) "Ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες" οι ηθοποιοί, τραγουδιστές, μουσικοί, χορευτές και άλλα πρόσωπα που παριστάνουν, τραγουδούν, απαγγέλλουν, εκφωνούν, παίζουν ή εκτελούν καθ' οιονδήποτε άλλο τρόπο φιλολογικά ή καλλιτεχνικά έργα

β) "Φωνογράφημα" κάθε αποκλειστικά ηχητική εγγραφή ήχων προερχόμενων από εκτέλεση ή από άλλους ήχους

γ) "Παραγωγός φωνογραφημάτων" το φυσικό ή νομικό πρόσωπο, που, για πρώτη φορά, εγγράφει ήχους πεορχόμενους από εκτέλεση ή άλλους ήχους

δ) "Δημοσίευση" η θέση στη διάθεση του κοινού αντιτύπων ενός φωνογραφήματος σε επαρκή ποσότητα

ε) "Αναπαραγωγή" ή παραγωγή ενός ή περισσότερων αντιτύπων μίας εγγραφής

ζ) "Ραδιοτηλεοπτική εκπομπή" η μετάδοση ήχων ή εικόνων και ήχων δια μέσου ραδιοηλεκτρικών κυμάτων προς το σκοπό της λήψης από το κοινό

η) "Αναμετάδοση" η ταυτόχρονη μετάδοση από έναν οργανισμό ραδιοτηλεόρασης μιας εκπομπής ενός άλλου οργανισμού ραδιοτηλεόρασης.

Άρθρο 4

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος θα παρέχει την εθνική μεταχείριση στους ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες, εφόσον πληρούται μία από τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

α) η εκτέλεση γίνεται σε άλλο συμβαλλόμενο κράτος

β) η εκτέλεση έχει εγγραφεί σε φωνογράφημα προστατευόμενο κατά το παρακάτω άρθρο 5

γ) εκτέλεση μη εγγεγραμμένη σε φωνογράφημα μεταδίδεται από εκπομπή προστατευόμενη κατά το άρθρο 6.

Άρθρο 5

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος θα παρέχει την εθνική μεταχείριση στους παραγωγούς φωνογραφημάτων, εφόσον πληρούται μία από τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

α) η παραγωγός φωνογραφημάτων είναι υπήκοος άλλου συμβαλλόμενου κράτους (κριτήριο της υπηκοότητας)

β) η πρώτη εγγραφή του ήχου πραγματοποιήθηκε σε ένα άλλο συμβαλλόμενο κράτος (κριτήριο της εγγραφής)

γ) το φωνογράφημα δημοσιεύθηκε για πρώτη φορά σε ένα άλλο συμβαλλόμενο κράτος (κριτήριο της δημοσίευσης).

2. Όταν η πρώτη έκδοση έγινε μεν σε μη συμβαλλόμενο κράτος, το φωνογράφημα όμως το αργότερο μέσα σε τριάντα ημέρες από την πρώτη δημοσίευση, δημοσιεύθηκε επίσης και σε ένα συμβαλλόμενο κράτος (σύγχρονη δημοσίευση), το φωνογράφημα αυτό θα θεωρείται ότι εκδόθηκε για πρώτη φορά σε συμβαλλόμενο κράτος.

3. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεί με γνωστοποίησή του που κατατέθηκε στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να δηλώσει ότι δεν θα εφαρμόσει είτε το κριτήριο της δημοσίευσης είτε το κριτήριο της εγγραφής. Η γνωστοποίηση αυτή μπορεί να κατατεθεί κατά τη στιγμή της κύρωσης, της αποδοχής ή της προσχώρησης, ή οποτεδήποτε άλλοτε· στην τελευταία αυτήν περίπτωση δεν θα έχει ισχύ παρά μόνο μετά παρέλευση έξι μηνών από την κατάθεσή της.

Άρθρο 6

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος θα παρέχει την εθνική μεταχείριση στους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης, εφόσον πληρούται μία από τις ακόλουθες προϋποθέσεις:

α) Η έδρα του οργανισμού είναι εγκατεστημένη σε ένα συμβαλλόμενα κράτος·

β) Η εκπομπή μεταδόθηκε από έναν πομπό εγκατεστημένο στο έδαφος ενός άλλου συμβαλλόμενου κράτους·

2. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεί με γνωστοποίησή του που κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να δηλώσει ότι δεν παρέχει προστασία στις εκπομπές, παρά μόνο εφόσον η έδρα του οργανισμού ραδιοτηλεόρασης είναι εγκατεστημένη σε ένα άλλο συμβαλλόμενο κράτος και εφόσον η εκπομπή μεταδόθηκε από πομπό εγκατεστημένο στο έδαφος του ιδίου συμβαλλόμενου κράτους. η γνωστοποίηση αυτή μπορεί να γίνει κατά τη στιγμή της κύρωσης, της αποδοχής ή της προσχώρησης ή οποτεδήποτε άλλοτε· στην τελευταία αυτήν περίπτωση δεν θα έχει ισχύ παρά μόνο μετά παρέλευση έξι μηνών από την κατάθεσή της.

Άρθρο 7

1. Η προβλεπόμενη από την παρούσα Σύμβαση προστασία υπέρ των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών θα τους παρέχει το δικαίωμα να παρεμποδίζουν:

α) τη χωρίς τη συναίνεσή του ραδιοτηλεοπτική εκπομπή και τη μετάδοση προς το κοινό της εκτέλεσής τους, εκτός εάν η εκτέλεση που χρησιμοποιείται για τη ραδιοτηλεοπτική εκπομπή ή τη μετάδοση προς το κοινό αποτελεί ήδη εκτέλεση προοριζόμενη προς ραδιοτηλεοπτική μετάδοση ή πραγματοποιήθηκε από εγγραφή·

β) τη χωρίς τη συναίνεσή τους εγγραφή επί υλικού φορέα της μη εγγεγραμμένης εκτέλεσή τους·

γ) τη χωρίς τη συναίνεσή τους αναπαραγωγή της εγγραφής της εκτέλεσής τους·

ι) εφόσον η πρώτη εγγραφή πραγματοποιήθηκε χωρίς τη συναίνεσή τους·

ιι) εφόσον η αναπαραγωγή πραγματοποιήθηκε προς σκοπούς διαφορετικούς από εκείνους για τους οποίους έδωσαν τη συναίνεσή τους·

ιιι) εφόσον η πρώτη εγγραφή πραγματοποιήθηκε κατά τις διατάξεις του άρθρου 15 και η αναπαραγωγή έγινε προς σκοπούς διαφορετικούς από τους προβλεπόμενους από τις διατάξεις αυτές.

2. (1) Εφόσον ο ερμηνευτής ή εκτελεστής καλλιτέχνης έχει συναινέσει για τη ραδιοτηλεοπτική μετάδοση, ανήκει στην εσωτερική νομοθεσία του συμβαλλόμενου Κράτους, στο έδαφος του οποίου ζητείται η προστασία, να μεριμνήσει για προστασία κατά της αναμετάδοσης, της εγγραφής προς ραδιοτηλεοπτική μετάδοση και της αναπαραγωγής μιας τέτοιας εγγραφής προς το σκοπό της ραδιοτηλεοπτικής μετάδοσης.

(2) Οι όροι που διέπουν τη χρήση από τους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης των εγγραφών που έγιναν προς το σκοπό ραδιοτηλεοπτικής ανα-

μετάδοσης θα ρυθμιστούν από την εσωτερική νομοθεσία του συμβαλλόμενου κράτους, στο έδαφος του οποίου ζητείται η προστασία.

(3) Πάντως, η εσωτερική νομοθεσία, στις περιπτώσεις των εδαφίων (1) και (2) της παρούσας παραγράφου δεν μπορεί να έχει ως αποτέλεσμα τη στέρηση από τους ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες της δυνατότητας να ρυθμίζουν με συμβάσεις τις σχέσεις τους με τους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης.

Άρθρο 8

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεί, με την εσωτερική του νομοθεσία, να καθορίζει τους όρους σύμφωνα με τους οποίους οι ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες θα εκπροσωπούνται όσον αφορά την άσκηση των δικαιωμάτων τους, όταν στην ίδια εκτέλεση μετέχουν περισσότεροι απ' αυτούς.

Άρθρο 9

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος μπορεί με την εσωτερική του νομοθεσία να επεκτείνει την προστασία που προβλέπει η παρούσα σύμβαση και σε καλλιτέχνες που δεν εκτελούν φιλολογικά ή καλλιτεχνικά έργα.

Άρθρο 10

Οι παραγωγοί φωνογραφημάτων έχουν το δικαίωμα να επιτρέπουν ή να απαγορεύουν την άμεση ή έμμεση αναπαραγωγή των φωνογραφημάτων τους.

Άρθρο 11

Όταν ένα συμβαλλόμενο κράτος απαιτεί σύμφωνα με την εσωτερική του νομοθεσία στον τομέα των φωνογραφημάτων την τήρηση διατυπώσεων ως προϋπόθεση της προστασίας των δικαιωμάτων είτε των παραγωγών φωνογραφημάτων είτε των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών ή και των δύο, η απαίτηση αυτή θα θεωρηθεί ότι έχει πληρωθεί εάν όλα τα διατιθέμενα στο εμπόριο αντίτυπα των δημοσιευμένων φωνογραφημάτων ή το περίβλημά τους έχουν ένδειξη με το σύμβολο P συνοδευόμενο από την αναφορά του έτους της πρώτης δημοσίευσης, τοποθετημένη κατά τρόπο που να δείχνει εμφανώς ότι η προστασία επιφυλάσσεται.

Επιπλέον, εάν τα αντίτυπα ή το περίβλημά τους δεν επιτρέπουν τη διακρίβωση του παραγωγού του φωνογραφήματος ή του δικαιούχου της άδειας που παραχώρησε ο παραγωγός (με αναφορά του ονόματος, της επωνυμίας ή κάθε άλλης κατάλληλης ένδειξης), η ένδειξη θα πρέπει να περιλαμβάνει επίσης το όνομα του δικαιούχου των δικαιωμάτων του παραγωγού του φωνογραφήματος. Τέλος εάν τα αντίτυπα ή το περίβλημά τους δεν επιτρέπουν τη διακρίβωση των βασικών ερμηνευτών ή εκτελεστών, η ένδειξη θα πρέπει να περιλαμβάνει επίσης το όνομα του προσώπου, στο οποίο ανήκουν τα δικαιώματα των καλλιτεχνών αυτών στο κράτος που έγινε η εγγραφή.

Άρθρο 12

Εφόσον ένα φωνογράφημα που έχει εκδοθεί για σκοπούς εμπορικούς ή μία αναπαραγωγή αυτού του φωνογραφήματος χρησιμοποιείται αμέσως για ραδιοτηλεοπτική εκπομπή ή για οποιαδήποτε μετάδοση προς το κοινό, θα παρέχεται από το χρήστη προς τους ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες ή προς τους παραγωγούς φωνογραφημάτων ή και προς τους δύο μία εύλογη και ενιαία αμοιβή. Σε περίπτωση που δεν υπάρχει συμφωνία μεταξύ αυτών, η εσωτερική νομοθεσία μπορεί να καθορίσει τους όρους κατανομής της αμοιβής αυτής.

Άρθρο 13

Οι οργανισμοί ραδιοτηλεόρασης έχουν το δικαίωμα να επιτρέπουν ή να απαγορεύουν:

α) την αναμετάδοση των εκπομπών τους·

β) την εγγραφή των εκπομπών τους σε υλικό φορέα·

γ) την αναπαραγωγή·

ι) εγγραφών των εκπομπών τους που έχουν γίνει χωρίς τη συναίνεσή τους·

ιι) εγγράφων των εκπομπών τους που έχουν γίνει κατά τις διατάξεις του άρθρου 15, εφόσον έχουν αναπαραχθεί για σκοπούς διαφορετικούς από εκείνους που προβλέπονται από τις διατάξεις αυτές·

δ) τη μετάδοση προς το κοινό των τηλεοπτικών τους εκπομπών που πραγματοποιείται σε χώρους προσιτούς στο κοινό με καταβολή δικαιώματος εισόδου· ανήκει στην εσωτερική νομοθεσία του Κράτους, όπου ζητείται η προστασία του δικαιώματος αυτού, να καθορίσει τους όρους κάτω από τους οποίους αυτό μπορεί να ασκηθεί.

Άρθρο 14

Η διάρκεια της προστασίας που παρέχεται από την παρούσα Σύμβαση δεν μπορεί να είναι κατώτερη των είκοσι ετών υπολογιζόμενη από:

α) το τέλος του έτους της εγγραφής για τα φωνογραφήματα και τις εκτελέσεις που έχουν αποτυπωθεί πάνω σ' αυτά·

β) το τέλος του έτους μέσα στο οποίο έγινε η εκτέλεση για τις εκτελέσεις που δεν έχουν εγγραφεί σε φωνογραφήματα·

γ) το τέλος του έτους μέσα στο οποίο έγινε η εκπομπή για τις ραδιοτηλεοπτικές εκπομπές.

Άρθρο 15

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος έχει την ευχέρεια να προβλέφει στην εσωτερική του νομοθεσία εξαιρέσεις από την προστασία που κατοχυρώνει η παρούσα Σύμβαση στις ακόλουθες περιπτώσεις:

α) εφόσον πρόκειται για ιδιωτική χρήση·

β) εφόσον πρόκειται για χρήση σύντομων αποσπασμάτων με την ευκαιρία παρουσίασης επίκαιρων γεγονότων·

γ) εφόσον πρόκειται για εφήμερες εγγραφές ενός ραδιοτηλεοπτικού οργανισμού που γίνονται με δικά του μέσα και για τις δικές του εκπομπές·

δ) εφόσον πρόκειται για χρήση αποκλειστικά προς σκοπούς εκπαιδευτικούς ή επιστημονικής έρευνας.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της προηγούμενης παραγράφου 1, κάθε συμβαλλόμενο κράτος όσον αφορά την προστασία των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών, των παραγωγών φωνογραφημάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης έχει την ευχέρεια να προβλέπει στην εσωτερική του νομοθεσία περιορισμούς παρόμοιους με εκείνους που προβλέπει η νομοθεσία του αυτή όσον αφορά την προστασία της πνευματικής ιδιοκτησίας στα φιλολογικά και καλλιτεχνικά έργα. Πάντως υποχρεωτικές άδειες δεν μπορούν να θεσπισθούν παρά μόνο στο μέτρο που συμβιβάζονται με τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 16

1. Κάθε κράτος που συμβάλλεται με την παρούσα Σύμβαση αποδέχεται όλες τις υποχρεώσεις και αποκτά όλα τα πλεονεκτήματα που προβλέπει η Σύμβαση αυτή. Πάντως κάθε κράτος μπορεί οποτεδήποτε με γνωστοποίησή του που κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να καθορίσει:

α) όσον αφορά το άρθρο 12:

ι) ότι δεν θα εφαρμόσει καμία από τις διατάξεις του άρθρου αυτού·

ιι) ότι δεν θα εφαρμόσει τις διατάξεις του άρθρου αυτού ως προς ορισμένες χρήσεις·

ιιι) ότι δεν θα εφαρμόσει τις διατάξεις του άρθρου αυτού σε φωνογραφήματα, των οποίων ο παραγωγός δεν είναι υπήκοος ενός των συμβαλλόμενων κρατών·

ιιιι) ότι σχετικά με φωνογραφήματα, των οποίων ο παραγωγός είναι υπήκοος άλλου συμβαλλόμενου κράτους, θα περιορίσει την έκταση και τη διάρκεια προστασίας που προβλέπει το άρθρο αυτό στο μέτρο της προστασίας, που το τελευταίο αυτό κράτος παρέχει στα φωνογραφήματα, που έγιναν για πρώτη φορά από υπήκοο του κράτους, που προβαίνει στην παρούσα δήλωση: πάντως, όταν το συμβαλλόμενο κράτος, του οποίου ο παραγωγός είναι υπήκοος, δεν παρέχει προστασία στον ίδιο δικαιούχο ή στους ίδιους δικαιούχους με το κράτος που προβαίνει στην παρούσα γνωστοποίηση, αυτό δεν θεωρείται ότι αποτελεί διαφορά ως προς την έκταση της προστασίας·

β) όσον αφορά το άρθρο 13 ότι δεν θα εφαρμόσει τις διατάξεις της παραγράφου (δ). Εφόσον ένα συμβαλλόμενο κράτος προβαίνει σε τέτοια γνωστοποίηση τα υπόλοιπα συμβαλλόμενα Κράτη δεν υποχρεούνται, να παραχωρήσουν το δικαίωμα της παραγράφου (δ) του άρθρου 13 στους οργανισμούς ραδιοτηλεόρασης, που έχουν την έδρα τους στο έδαφος του κράτους αυτού.

2. Εφόσον η γνωστοποίηση που προβλέπεται από την παράγραφο 1 του παρόντος άρθρου έχει υποβληθεί σε ημερομηνία μεταγενέστερη από την κατάθεση του εγγράφου της κύρωσης, της αποδοχής ή της προσχώρησης θα ισχύσει μετά παρέλευση έξι μηνών από την υποβολή της.

Άρθρο 17

Κάθε συμβαλλόμενο κράτος του οποίου η ισχύουσα κατά τις 26 Οκτωβρίου 1961 εσωτερική νομοθεσία παρέχει στους παραγωγούς φωνογραφημάτων προστασία με βάση μόνο το κριτήριο της εγγραφής,

μπορεί με γνωστοποίησή του που κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών συγχρόνως με την κατάθεση του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή προσχώρησης να δηλώσει, ότι δεν θα εφαρμόσει παρά αυτό μόνο το κριτήριο της εγγραφής για τους σκοπούς του άρθρου 5 και το ίδιο αυτό κριτήριο της εγγραφής αντί του κριτηρίου της υπηκοότητας του παραγωγού για τους σκοπούς της παραγράφου 1 (α) περιπτώσεις (ιι) και (ιιι) του άρθρου 16.

Άρθρο 18

Κάθε κράτος που προβαίνει σε μία από τις γνωστοποιήσεις που προβλέπονται από τα άρθρα 5 παράγραφος 3, 6 παράγραφος 2, 16 παράγραφος 1 ή από το άρθρο 17 μπορεί με νεότερη γνωστοποίηση απευθυνόμενη προς το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να περιορίσει την έκταση της ή να την αποσύρει.

Άρθρο 19

Παρά όλες τις λοιπές διατάξεις της παρούσας Σύμβασης, το άρθρο 7 θα παύσει να εφαρμόζεται, αφότου ένας ερμηνευτής ή εκτελεστής καλλιτέχνης δώσει τη συγκατάθεσή του για την ενσωμάτωση της εκτέλεσή του σε μία εγγραφή εικόνων ή εικόνων και ήχων.

Άρθρο 20

1. Η παρούσα Σύμβαση δεν θίγει δικαιώματα που αποκτήθηκαν σε ένα οποιοδήποτε συμβαλλόμενο κράτος πριν από τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης για το κράτος αυτό της Σύμβασης.

2. Κανένα συμβαλλόμενο κράτος δεν υποχρεούται να εφαρμόσει τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης σε εκτελέσεις ή σε ραδιοτηλεοπτικές εκπομπές, που πραγματοποιήθηκαν ή σε φωνογραφήματα που εγγράφηκαν πριν από τη θέση σε ισχύ της παρούσας Σύμβασης για το κράτος αυτό της Σύμβασης.

Άρθρο 21

Η προστασία που προβλέπεται από την παρούσα Σύμβαση δεν θίγει την προστασία, που τυχόν έχουν κατ' άλλον τρόπο οι ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες, οι παραγωγοί φωνογραφημάτων και οι ραδιοτηλεοπτικοί οργανισμοί.

Άρθρο 22

Τα συμβαλλόμενα κράτη επιφυλάσσονται του δικαιώματος να συνάπτουν μεταξύ τους ιδιαίτερες συμφωνίες, στο μέτρο που οι συμφωνίες αυτές χορηγούν στους ερμηνευτές ή εκτελεστές καλλιτέχνες, στους παραγωγούς φωνογραφημάτων και στους ραδιοτηλεοπτικούς οργανισμούς δικαιώματα ευρύτερα από εκείνα που παρέχονται από την παρούσα Σύμβαση ή που περιέχουν άλλες διατάξεις μη αντίθετες προ αυτή.

Άρθρο 23

Η παρούσα Σύμβαση θα κατατεθεί στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Θα είναι ανοικτή μέχρι την 30ή Ιουνίου 1962 προς υπογραφή από τα κράτη που προσκλήθηκαν στη διπλωματική διάσκεψη για τη διεθνή προστασία των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών, των παραγωγών φωνογραφημάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης και που είναι μέλη της Παγκόσμιας Σύμβασης Πνευματικής Ιδιοκτησίας ή μέλη της Διεθνούς Ένωσης Προστασίας Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών έργων.

Άρθρο 24

1. Η παρούσα Σύμβαση θα υποβληθεί σε κύρωση ή σε αποδοχή από τα υπογράφοντα κράτη.

2. Η παρούσα Σύμβαση θα είναι ανοιχτή σε προσχώρηση των κρατών που προσκλήθηκαν στη Διάσκεψη που αναφέρει το άρθρο 23, καθώς και κάθε άλλου κράτους μέλους του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, υπό τον όρο ότι το κράτος που προσχωρεί θα είναι μέλος στην Παγκόσμια Σύμβαση Πνευματικής Ιδιοκτησίας ή μέλος στη Διεθνή Ένωση για την Προστασία των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων.

3. Η κύρωση, η αποδοχή ή η προσχώρηση θα πραγματοποιείται με την κατάθεση προς το σκοπό αυτόν ενός εγγράφου στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

Άρθρο 25

1. Η παρούσα Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ τρεις μήνες μετά την κατάθεση του έκτου εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή παραχώρησης.

2. Στη συνέχεια η Σύμβαση θα τίθεται σε ισχύ για κάθε κράτος τρεις μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή προσχώρησης.

Άρθρο 26

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος υποχρεούται να παίρνει κατά τις διατάξεις του συντάγματός του, τα κατάλληλα μέτρα για την εξασφάλιση της εφαρμογής της παρούσας Σύμβασης.

2. Κατά τη στιγμή της κατάθεσης του εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή προσχώρησης κάθε κράτος οφείλεο σύμφωνα με την εσωτερική του νομοθεσία να είναι σε θέση να εφαρμόσει τις διατάξεις της παρούσας Σύμβασης.

Άρθρο 27

1. Κάθε κράτος θα μπορεί κατά τη στιγμή της κύρωσης, της αποδοχής ή της προσχώρησης ή οποτεδήποτε μεταγενέστερα να δηλώσει με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών ότι η παρούσα Σύμβαση θα επεκταθεί και σε όλα ή σε κάποιο από τα εδάφη των οποίων εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις, υπό τον όρο ότι η Παγκόσμια Σύμβαση Πνευματικής Ιδιοκτησίας, ή η Διεθνής Σύμβαση για την Προστασία των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων εφαρμόζεται στα εδάφη αυτά. Η γνωστοποίηση αυτή θα ισχύει τρεις μήνες μετά τη λήψη της.

2. Οι δηλώσεις και γνωστοποιήσεις που προβλέπονται από το άρθρο 5 παράγραφος 3, το άρθρο 6 παράγραφος 2, το άρθρο 16 παράγραφος 1, το άρθρο 17 ή το άρθρο 18 μπορούν να επεκταθούν στο σύνολο ή σε κάποιο από τα εδάφη που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο.

Άρθρο 28

1. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος θα έχει τη δυνατότητα να καταγγείλει την παρούσα Σύμβαση είτε στο όνομά του είτε στο όνομα ενός ή του συνόλου των εδαφών, που προβλέπει το άρθρο 27.

2. Η καταγγελία θα γίνεται με γνωστοποίηση απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και φέρνει αποτελέσματα δώδεκα μήνες ύστερα από τη λήψη της.

3. Η δυνατότητα καταγγελίας που προβλέπεται από το παρόν άρθρο δεν μπορεί να ασκηθεί από ένα συμβαλλόμενο κράτος πριν από την παρέλευση περιόδου πέντε ετών από τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης απέναντι στο κράτος αυτό.

4. Κάθε συμβαλλόμενο κράτος παύει να αποτελεί μέρος της παρούσας Σύμβασης από τη στιγμή που δεν θα είναι μέρος ούτε στην Παγκόσμια Σύμβαση Πνευματικής Ιδιοκτησίας ούτε στη Διεθνή Ένωση Προστασίας των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων.

5. Η παρούσα Σύμβαση παύει να εφαρμόζεται σε κάθε έδαφος από τα προβλεπόμενα στο άρθρο 27, από τη στιγμή που δεν εφαρμόζεται στο έδαφος αυτό ούτε η Παγκόσμια Σύμβασης Πνευματικής Ιδιοκτησίας ούτε η Διεθνής Σύμβαση Προστασίας των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων.

Άρθρο 29

1. Μετά την παρέλευση πενταετίας αφότου η παρούσα Σύμβαση τεθεί σε ισχύ, κάθε συμβαλλόμενο κράτος θα μπορεί με γνωστοποίησή του απευθυνόμενη στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών να ζητήσει τη σύγκληση διάσκεψης με σκοπό την αναθεώρηση της Σύμβασης. Ο Γενικός Γραμματέας θα κοινοποιήσει την αίτηση αυτή σε όλα τα συμβαλλόμενα κράτη. Εφόσον μέσα σε προθεσμία έξι μηνών από την κοινοποίηση που απηύθυνε ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών τα μισά από τα συμβαλλόμενα κράτη του γνωστοποιήσουν τη συγκατάθεσή τους στην αίτηση αυτήν, ο Γενικός Γραμματέας θα πληροφορήσει σχετικά το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, το Γενικό Διευθυντή της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και το Διευθυντή του Γραφείου της Διεθνούς Ένωσης Προστασίας των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων, οι οποίοι θα συγκαλέσουν μια διάσκεψη αναθεώρησης σε συνεργασία με τη Διακυβερνητική Επιτροπή, που προβλέπεται από το άρθρο 32.

2. Κάθε αναθεώρηση της παρούσας Σύμβασης θα υιοθετείται από την πλειοψηφία των δύο τρίτων των κρατών, που θα παρίστανται στη διάσκεψη αναθεώρησης, υπό τον όρο ότι η πλειοψηφία αυτή θα περιλαμβάνει τα δύο τρίτα των κρατών, που θα είναι μέλη της παρούσας Σύμβασης κατά τη διάσκεψη αναθεώρησης.

3. Σε περίπτωση που γίνει δεκτή η νέα Σύμβαση που θα αναθεωρεί την παρούσα ολικά ή μερικά και εφόσον η νέα αυτή Σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά:

α) η παρούσα Σύμβαση θα παύσει να είναι ανοιχτή προς κύρωση, αποδοχή ή προσχώρηση από την ημερομηνία που θα τεθεί σε ισχύ η νέα αναθεωρημένη Σύμβαση·

β) η παρούσα Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ σε ό,τι αφορά τις σχέσεις των συμβαλλόμενων Κρατών, που δεν θα γίνουν μέρη στη νέα Σύμβαση.

Άρθρο 30

Κάθε διαφορά μεταξύ δύο ή περισσότερων συμβαλλόμενων Κρατών, που θα αφορά την ερμηνεία ή την εφαρμογή της παρούσας Σύμβασης, η οποία δεν θα επιλυθεί με διαπραγματεύσεις, θα παρεπέμπεται κατόπιν προσφυγής του ενός από τα μέρη, που βρίσκονται σε διένεξη στο Διεθνές Διαστήριο, προχειμένου αυτό να αποφανθεί εκτός αν τα κράτη που έχουν τη διένεξη συμφωνήσουν για άλλο τρόπο διακανονισμού.

Άρθρο 31

Με εξαίρεση των διατάξεων του άρθρου 5 παράγραφος 3, του άρθρου 6 παράγραφος 2, του άρθρου 16 παράγραφος 1 και του άρθρου 17 δεν επιτρέπεται καμία επιφύλαξη στην παρούσα Σύμβαση.

Άρθρο 32

1. Συνιστάται Διακυβερνητική Επιτροπή η οποία έχει ως αποστολή:

α) να εξετάζει τα θέματα που σχετίζονται με την εφαρμογή και τη λειτουργία της παρούσας Σύμβασης,

β) να συγκεντρώνει προτάσεις και να προετοιμάζει τα στοιχεία, που αφορούν ενδεχόμενες αναθεωρήσεις της Σύμβασης.

2. Η Επιτροπή θα αποτελείται από αντιπροσώπους των συμβαλλόμενων Κρατών, που θα επιλέγονται με συνεκτίμηση μιας δίκαιης γεωγραφικής κατανομής. Τα μέλη της Επιτροπής θα είναι έξι, εφόσον τα συμβαλλόμενα κράτη είναι μέχρι δώδεκα, εννέα εφόσον τα συμβαλλόμενα κράτη είναι μεταξύ δεκατρία και δεκαοκτώ και δώδεκα εφόσον τα συμβαλλόμενα κράτη είναι περισσότερα των δεκαοκτώ.

3. Η Επιτροπή θα συγκροτηθεί ύστερα από δώδεκα μήνες, μετά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης, ύστερα από ψηφοφορία μεταξύ των συμβαλλομένων κρατών – τα οποία θα διαθέτουν από μία ψήφο το καθένα – που θα οργανωθεί από το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, το Γενικό Διευθυντή της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και το Διευθυντή του Γραφείου της Διεθνούς Ένωσης Προστασίας των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων σύμφωνα με τους κανόνες, που θα εγκριθούν εκ των προτέρων από την απόλυτη πλειοψηφία των συμβαλλόμενων κρατών.

4. Η Επιτροπή θα εκλέξει τον πρόεδρο και τα μέλη του γραφείου της, θα καταρτίσει εσωτερικό κανονισμό, που θα ρυθμίζει ιδίως τη μελλοντική της λειτουργία και τον τρόπο ανανέωσής της· ο κανονισμός θα πρέπει να εξασφαλίζει την εκ περιτροπής συμμετοχή των διαφόρων συμβαλλόμενων κρατών.

5. Η γραμματεία της Επιτροπής θα αποτελείται από υπαλλήλους του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και του Γραφείου της διεθνούς Ενώσεως Προστασίας των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων, διοριζόμενους αντιστοίχως από τους Γενικούς Διευθυντές και το Διευθυντή των τριών ενδιαφερόμενων οργανισμών.

6. Οι συνεδριάσεις της Επιτροπής που θα συγκαλείται κάθε φορά που το κρίνει χρήσιμο η πλειοψηφία των μελών της, θα πραγματοποιούνται διαδοχικώς στις αντίστοιχες έδρες του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και του Γραφείου της Διεθνούς Ενώσεως Προστασίας Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων.

7. Τα έξοδα των μελών της Επιτροπής θα είναι εις βάρος των αντίστοιχων Κυβερνήσεών τους.

Άρθρο 33

1. Η παρούσα Σύμβαση διατυπώθηκε στα γαλλικά, στα αγγλικά και στα ισπανικά και τα τρία δε αυτά κείμενα θεωρούνται αυθεντικά.

2. Πρόσθετα επίσημα κείμενα ητς παρούσας Σύμβασης θα διατυπωθούν στα γερμανικά, στα ιταλικά και στα πορτογαλικά.

Άρθρο 34

1. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα πληροφορήσει τα Κράτη που προσκλήθηκαν στη Διάσκεψη, η οποία αναφέρεται στο άρθρο 23 και κάθε κράτος-μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, καθώς και το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, το Γενικό Διευθυντή της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και το Διευθυντή της Διεθνούς Ένωσης Προστασίας των Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων:

α) για την υποβολή οιουδήποτε εγγράφου κύρωσης, αποδοχής ή προσχώρησης·

β) για την ημερομηνία που θα τεθεί σε ισχύ η παρούσα Σύμβαση·

γ) για τη γνωστοποίηση, δήλωση και οποιαδήποτε άλλη ανακοίνωση που προβλέπεται από την παρούσα Σύμβαση·

δ) για κάθε περίπτωση όπου θα ανακύψει μία από τις καταστάσεις που προβλέπονται από τις παραγράφους4 και 5 του άρθρου 28.

2. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών θα πληροφορήσει επίσης το Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, το Γενικό Διευθυντή της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και το Διευθυντή του Γραφείου της Διεθνούς Ένωσης Προστασίας Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων για τις αιτήσεις, που θα του κοινοποιηθούν κατά τους όρους του άρθρου 29, καθώς και για κάθε ανακοίνωση που θα λάβει από συμβαλλόμενα κράτη σχετικά με την αναθεώρηση της παρούσας Σύμβασης.

Εις πίστωση των παραπάνω οι υπογεγραμμένοι εγκύρως εξουσιοδοτημένοι προς το σκοπό αυτόν υπέγραφαν την παρούσα Σύμβαση.

Έγινε στη Ρώμη στις 26 Οκτωβρίου 1961 σε ένα αντίτυπο στη γαλλική, αγγλική και ισπανική. Επικυρωμένα αντίτυπα θα διαβιβασθούν από το Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, σε όλα τα Κράτη που προσκλήθηκαν στη Συνδιάσκεψη, η οποία αναφέρεται στο άρθρο 23 και σε κάθε κράτος-μέλος του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, καθώς και στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, το Γενικό Διευθυντή της Οργάνωσης των Ηνωμένων Εθνών για την εκπαίδευση, την επιστήμη και τον πολιτισμό και το Διευθυντή του Γραφείου της Διεθνούς Ένωσης Προστασίας Φιλολογικών και Καλλιτεχνικών Έργων.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της συμβάσεως περί της προστασίας των ερμηνευτών ή εκτελεστών καλλιτεχνών, των παραγωγών φωνογραφημάτων και των οργανισμών ραδιοτηλεόρασης από την ολοκλήρωση των προϋποθέσεων, που προβλέπονται στο άρθρο 25 της συμβάσεως.

Παραγγέλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 19 Ιουνίου 1992

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ
ΣΩΤ. ΚΟΥΒΕΛΑΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΙΩ. ΠΑΛΑΙΟΚΡΑΣΣΑΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
Μ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ
Α. ΨΑΡΟΥΔΑ-ΜΠΕΝΑΚΗ

Η ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΒΙΡ. ΤΣΟΥΔΕΡΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 25 Ιουνίου 1992

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Μ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ